Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- Règlement (CE) n° 1748/96 de la Commission, du 9 septembre 1996, modifiant le règlement (CE) n° 1383/96 relatif à l'ouverture d'une adjudication de la restitution ou de la taxe à l'exportation de blé tendre vers Ceuta, Melilla et certains États ACP 1
- ★ **Règlement (CE) n° 1749/96 de la Commission, du 9 septembre 1996, sur les mesures initiales de la mise en application du règlement (CE) n° 2494/95 du Conseil concernant les indices des prix à la consommation harmonisés** 3
- Règlement (CE) n° 1750/96 de la Commission, du 9 septembre 1996, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 11
- ★ **Règlement (CE) n° 1751/96 de la Commission, du 9 septembre 1996, modifiant le règlement (CE) n° 1318/96 portant dérogation au règlement (CEE) n° 2456/93 en ce qui concerne l'intervention publique** 13

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

96/534/CE:

- ★ **Décision de la Commission, du 4 septembre 1996, relative à une aide financière de la Communauté au stockage en Italie d'antigènes destinés à la fabrication de vaccins antiaphteux ⁽¹⁾** 14

96/535/CE:

- ★ **Décision de la Commission, du 4 septembre 1996, relative à une aide financière de la Communauté au stockage au Royaume-Uni d'antigènes destinés à la fabrication de vaccins antiaphteux ⁽¹⁾** 16

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 1748/96 DE LA COMMISSION

du 9 septembre 1996

modifiant le règlement (CE) n° 1383/96 relatif à l'ouverture d'une adjudication de la restitution ou de la taxe à l'exportation de blé tendre vers Ceuta, Melilla et certains États ACP

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission⁽²⁾,

vu le règlement (CE) n° 1501/95 de la Commission, du 29 juin 1995, établissant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil en ce qui concerne l'octroi des restitutions à l'exportation ainsi que les mesures à prendre, en cas de perturbation, dans le secteur des céréales⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 95/96⁽⁴⁾, et notamment son article 4,

considérant que le règlement (CE) n° 1383/96 de la Commission⁽⁵⁾ a ouvert une adjudication pour l'exportation de blé tendre vers Ceuta, Melilla et certains États ACP;

considérant que, pour des raisons économiques, il se révèle opportun de prolonger cette adjudication; qu'il convient donc, notamment, de modifier l'article 4 du règlement (CE) n° 1383/96;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CE) n° 1383/96 est modifié comme suit.

1) L'article 1^{er} paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

*3. L'adjudication est ouverte jusqu'au 31 octobre 1996. Pendant sa durée, il est procédé à des adjudica-

tions hebdomadaires pour lesquelles les quantités et les dates de dépôt sont déterminées dans l'avis d'adjudication.*

2) L'article 4 paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

*1. Les offres ne sont recevables que si:

— le soumissionnaire apporte la preuve écrite, émanant d'un organisme officiel de Ceuta, Melilla ou du pays ACP de destination ou d'une société ayant son siège d'exploitation à Ceuta, Melilla ou dans ce pays, qu'il a conclu, pour la quantité en cause, un contrat commercial de fourniture de blé tendre pour exportation à destination de Ceuta, Melilla ou d'un État ACP ou de plusieurs États à l'intérieur d'un des groupes d'États ACP repris à l'annexe I. Ce contrat ne doit porter que sur les seules livraisons à effectuer sur la période de juillet 1996 à février 1997 pour des quantités fournies traditionnellement. Les preuves seront déposées auprès de l'organisme compétent au moins deux jours ouvrables avant la date limite de l'adjudication partielle où les offres seront présentées,

— elles sont accompagnées d'une demande de certificat d'exportation pour la destination en cause.

La preuve prévue au premier tiret indique également la qualité prévue dans le contrat, le délai de livraison et les conditions de prix.

À titre d'information, l'État membre communique immédiatement à la Commission une copie de cette preuve.*

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.

⁽³⁾ JO n° L 147 du 30. 6. 1995, p. 7.

⁽⁴⁾ JO n° L 18 du 24. 1. 1996, p. 10.

⁽⁵⁾ JO n° L 179 du 18. 7. 1996, p. 17.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 1996.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CE) N° 1749/96 DE LA COMMISSION

du 9 septembre 1996

sur les mesures initiales de la mise en application du règlement (CE) n° 2494/95 du Conseil concernant les indices des prix à la consommation harmonisés

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2494/95 du Conseil, du 23 octobre 1995, relatif aux indices des prix à la consommation harmonisés⁽¹⁾, et notamment son article 4 et son article 5 paragraphe 3,

considérant que chaque État membre est tenu de produire un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) à compter de l'indice de janvier 1997;

considérant que l'article 3 du règlement (CE) n° 2494/95 impose que le champ d'application des IPCH corresponde aux biens et services proposés à l'achat sur le territoire économique de l'État membre en vue de satisfaire directement la demande des consommateurs;

considérant que le champ couvert par les indices des prix à la consommation actuellement produits par les États membres, ou les pratiques suivies pour l'inclusion de biens et services nouvellement significatifs, ou les procédures d'ajustement des prix pour tenir compte des changements de qualité des articles observés, ou les méthodes de combinaison des prix en vue d'établir des indices des prix d'agrégats élémentaires, ou les méthodes et les pratiques d'échantillonnage diffèrent d'un État membre à l'autre dans une mesure telle que les indices des prix à la consommation qui en résultent ne répondent pas à la condition de comparabilité nécessaire à la production de l'IPCH;

considérant que la pratique qui consiste à utiliser des prix observés précédemment comme substituts des prix mensuels courants ne produit pas le même résultat que le recours à des prix effectivement collectés et empêche les indices des prix à la consommation produits par les États membres de satisfaire à l'exigence de comparabilité nécessaire à la production de l'IPCH;

considérant qu'il convient d'inclure les biens et services nouvellement significatifs à la fois dans les IPCH dont les pondérations sont mises à jour annuellement et dans ceux dont les pondérations sont mises à jour à une fréquence moindre;

considérant qu'il convient d'adopter des mesures d'application pour assurer la comparabilité des IPCH conformément à l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CE) n° 2494/95;

considérant que, conformément à l'article 15 du règlement (CE) n° 2494/95, la Commission (Eurostat) est tenue

de présenter un rapport au Conseil portant sur la fiabilité des IPCH et le respect des conditions de comparabilité;

considérant que le comité du programme statistique (CPS), institué par la décision 89/382/CEE, Euratom du Conseil⁽²⁾, a donné un avis favorable sur les mesures prévues dans ce règlement;

considérant que l'Institut monétaire européen a été consulté conformément à l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CE) n° 2494/95 et a donné un avis favorable,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article premier***Objet**

Le présent règlement a pour objet de fixer, pour les besoins de la production par chaque État membre d'un IPCH comparable:

- la liste initiale des biens et services couverts, ainsi que des pratiques comparables lors de sa mise à jour en vue d'y inclure des biens et services nouvellement significatifs,
- des normes minimales pour les procédures d'ajustement de la qualité,
- des normes minimales pour les prix utilisés,
- la formule pour le calcul des indices des prix d'agrégats élémentaires.

L'objet du présent règlement est également de s'assurer que l'échantillonnage de prix soit tel que les IPCH soient suffisamment fiables pour permettre les comparaisons internationales et fournissent l'information permettant de fixer des normes minimales pour l'échantillonnage.

*Article 2***Définitions**

Aux fins du présent règlement:

- a) la «liste initiale des biens et services couverts par l'IPCH» correspond aux catégories et sous-catégories à quatre chiffres de la COICOP/IPCH (classification des fonctions de la consommation individuelle des ménages adaptée aux exigences du calcul des IPCH) reprise à l'annexe I;

⁽¹⁾ JO n° L 257 du 27. 10. 1995, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 181 du 28. 6. 1989, p. 47.

- b) on entend par «biens et services nouvellement significatifs» les biens et services dont les variations de prix ne sont pas explicitement incluses dans l'IPCH d'un État membre et dont les dépenses de consommation estimatives représentent au moins un millième des dépenses couvertes par cet IPCH;
- c) il y a «changement de qualité» lorsqu'un État membre considère qu'un nouveau type ou modèle de bien ou de service a des caractéristiques tellement différentes de celui auquel il s'est substitué et qui avait précédemment été choisi pour être observé aux fins du calcul de l'IPCH qu'il en résulte une modification significative de son utilité pour le consommateur. Aucun changement de qualité n'intervient en cas de révision approfondie de l'échantillon de l'IPCH;
- d) par «ajustement de la qualité», on entend la procédure qui permet de tenir compte d'un changement de qualité en augmentant ou en diminuant le prix courant observé ou le prix de référence d'un coefficient ou d'un montant équivalent à la valeur dudit changement;
- e) il faut entendre par «échantillon cible» la série des prix des biens et des services que l'État membre a l'intention de collecter aux fins de l'établissement de l'IPCH à partir de janvier 1997 ou à une quelconque date ultérieure afin de satisfaire à ses propres normes ou à toute norme européenne en matière de fiabilité ou de comparabilité;
- f) par «prix observé», il faut entendre le prix effectivement confirmé par les États membres;
- g) par «prix estimé», il faut entendre un prix qui se substitue au prix observé et a été obtenu à l'aide d'une procédure d'estimation appropriée. Un prix observé précédemment ne peut être considéré comme un prix estimé, sauf s'il peut être dûment prouvé qu'il constitue une estimation appropriée;
- h) par «prix de remplacement», il faut entendre le prix observé d'un bien ou d'un service qui est considéré comme un substitut direct d'un bien ou d'un service dont le prix fait partie de l'échantillon cible;
- i) un «indice d'agrégat élémentaire» est un indice des prix d'un agrégat élémentaire comprenant seulement des données de prix;
- j) un «agrégat élémentaire» se réfère aux dépenses (ou à la consommation) couvertes par le niveau de stratification le plus détaillé de l'IPCH et à l'intérieur duquel des informations satisfaisantes sur les dépenses ne sont pas disponibles à des fins de pondération;
- k) le terme «échantillonnage» se rapporte à toute procédure dans la construction de l'IPCH où un sous-ensemble de la population des prix payés par les consommateurs est utilisé pour estimer le changement de prix de certaines catégories de biens et services couverts par l'IPCH;
- l) la «fiabilité» sera évaluée en fonction de la «précision», terme qui se réfère à l'échelle des erreurs d'échantil-

lonnage, et de la «représentativité», qui se réfère à l'absence de biais.

II. MESURES DESTINÉES À ASSURER LA COMPARABILITÉ, LA FIABILITÉ ET LA PERTINENCE DES IPCH

Article 3

Couverture initiale

Les IPCH qui incluent des indices de prix et des poids pour chacune des catégories citées à l'annexe I représentant au moins un millième des dépenses totales couvertes par l'ensemble des catégories de ladite annexe sont réputés comparables.

Article 4

Biens et services nouvellement significatifs

Les États membres:

- assurent le relevé systématique des biens et services nouvellement significatifs;
- vérifient la pertinence des biens et services déclarés nouvellement significatifs par d'autres États membres.

L'IPCH est établi pour inclure les variations de prix d'un bien ou service nouvellement significatif lorsque le bien ou le service est présumé répondre à la définition de l'article 2 point b). Cette opération intervient dans les douze mois suivant leur identification soit par ajustement des pondérations de/dans la catégorie pertinente de la COICOP/IPCH figurant à l'annexe I du présent règlement, soit par affectation spécifique d'une part de la pondération au bien ou service nouvellement significatif.

Article 5

Normes minimales pour les procédures d'ajustement de la qualité

1. Les IPCH pour lesquels il est procédé à des ajustements de la qualité sont réputés être comparables. Lorsque des changements de qualité interviennent, les États membres calculent des indices de prix en procédant aux ajustements de la qualité qui conviennent sur la base d'estimations explicites de la valeur desdits changements. En l'absence d'estimations nationales, les États membres ont recours à des estimations basées sur les informations pertinentes fournies, le cas échéant, par la Commission (Eurostat).

2. Lorsque aucune estimation n'est disponible, les changements de prix doivent être estimés comme étant égaux à la différence entre le prix du substitut choisi et celui du bien ou service qu'il a remplacé. En aucun cas, un changement de qualité ne doit être estimé comme étant égal à la totalité de la différence de prix entre les deux articles, sauf si ce choix peut être dûment justifié. Lorsqu'il doit être procédé à des remplacements parce que des biens ou services ont été proposés à prix réduits, ces remplacements doivent être choisis sur la base de la similitude d'utilité pour le consommateur et non de la similitude de prix.

*Article 6***Normes minimales pour les prix**

1. Les États membres établissent les IPCH en utilisant les prix observés de l'échantillon cible.

a) Lorsque l'échantillon cible impose un relevé mensuel mais que celui-ci ne s'avère pas possible en raison de l'indisponibilité d'un article ou pour tout autre motif, des prix estimés peuvent être utilisés pendant le premier et le deuxième mois; à partir du troisième mois, il convient d'avoir recours à des prix de remplacement.

b) Quand, à titre exceptionnel, l'échantillon cible impose des relevés à une fréquence moindre que mensuelle, des prix estimés doivent être utilisés pour les mois pour lesquels des prix observés ne sont pas obligatoires. Des prix estimés peuvent également être utilisés la première fois où un relevé de prix fait défaut. À partir de la seconde absence de relevé, il convient d'avoir recours à des prix de remplacement.

2. Lorsque, dans les cas cités dans le présent article, aucun prix de remplacement n'est disponible, il est permis de continuer à utiliser des prix estimés à la condition que le recours à cette solution ne dépasse pas le niveau requis pour satisfaire aux exigences de comparabilité.

*Article 7***Indices des prix d'agrégats élémentaires**

Les IPCH seront calculés en utilisant soit l'une soit l'autre des deux formules données au paragraphe 1 de l'annexe II du présent règlement, soit une formule alternative équivalente qui n'aboutit pas à un indice qui diffère systématiquement d'un indice calculé par l'une des formules données de plus de 0,1 point de pourcentage en moyenne sur une année par rapport à l'année précédente.

*Article 8***Normes minimales d'échantillonnage**

Les IPCH construits à partir d'échantillons cibles comportant, pour chaque catégorie de la COICOP/IPCH et compte tenu de la pondération affectée à la catégorie, suffisamment d'agrégats élémentaires pour représenter la diversité des articles à l'intérieur de la catégorie et des prix suffisants à l'intérieur de chaque agrégat élémentaire pour tenir compte du changement de prix dans la population, seront considérés comme fiables et comparables.

*Article 9***Contrôle de qualité**

Les États membres:

a) communiquent à la Commission (Eurostat), à sa demande, des informations sur les dépenses consacrées

à des catégories non reprises dans la liste initiale, exprimées en pourcentage des dépenses totales couvertes par l'IPCH; ces informations doivent être suffisantes pour permettre d'apprécier le respect des dispositions du présent règlement;

b) communiquent à la Commission (Eurostat) les biens et services nouvellement significatifs qu'ils ont relevés et, le cas échéant, les motifs justifiant la non-inclusion d'un bien ou service nouvellement significatif pour permettre d'apprécier le respect des dispositions du présent règlement;

c) assurent le suivi de l'incidence des changements de qualité et des ajustements qui sont opérés de façon à pouvoir apporter la preuve qu'ils respectent les dispositions du présent règlement; ils communiquent à la Commission (Eurostat), à sa demande, toute information utile à cet égard;

d) établissent et tiennent à jour une description détaillée de l'échantillon cible et procèdent à des contrôles des relevés de prix et des estimations de prix d'une façon telle qu'ils puissent toujours satisfaire aux exigences du présent règlement. Ils communiquent à la Commission (Eurostat), à sa demande, toute information permettant d'apprécier et de garantir le respect de ces exigences;

e) communiquent à la Commission (Eurostat), à sa demande, lorsqu'une formule différente des formules énoncées au paragraphe 1 de l'annexe II du présent règlement est utilisée, les informations sur les effets de l'utilisation de cette formule alternative pour des périodes sélectionnées et des agrégats élémentaires sélectionnés suffisantes pour évaluer la conformité avec le présent règlement;

f) communiquent à la Commission (Eurostat), à sa demande, une information détaillée relative aux échantillons cibles lui permettant d'évaluer la conformité avec le présent règlement, ainsi que des statistiques succinctes sur la représentativité et la précision des échantillons permettant à la Commission (Eurostat) de formuler des propositions de normes minimales d'échantillonnage pour inclusion dans le rapport requis sur les IPCH par l'article 15 du règlement (CE) n° 2494/95, rapport dû en octobre 1997.

III. DISPOSITIONS FINALES*Article 10*

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 1996.

Par la Commission
Yves-Thibault DE SILGUY
Membre de la Commission

ANNEXE I

La liste initiale des biens et des services couverts par les IPCH comprendra les catégories et sous-catégories suivantes:

Code	Rubrique COICOP/IPCH
01.	PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES
01.1	Produits alimentaires
01.1.1	Pain et céréales
01.1.2	Viande
01.1.3	Poisson
01.1.4	Lait, fromage et œufs
01.1.5	Huiles et graisses
01.1.6	Fruits
01.1.7	Légumes
01.1.8	Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie
01.1.9	Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.c.a.
01.2	Boissons non alcoolisées
01.2.1	Café, thé, cacao
01.2.2	Autres boissons non alcoolisées
02.	BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC
02.1	Boissons alcoolisées
02.1.1	Alcools
02.1.2	Vins
02.1.3	Bière
02.2	Tabac
02.2.1	Tabac
03.	ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES
03.1	Articles d'habillement
03.1.1	Fournitures pour habillement
03.1.2	Vêtements
03.1.3	Autres articles et accessoires d'habillement
03.1.4	Nettoyage à sec, réparation et location de vêtements
03.2	Chaussures
03.2.1	Chaussures, y compris bottes
03.2.2	Entretien, réparation et location de chaussures
04.	LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES
04.1	Loyers d'habitation effectifs
04.1.1	Loyers effectifs payés par les locataires
04.1.2	Autres loyers effectifs
04.3	Réparation et entretien courants des logements
04.3.1	Produits pour la réparation et l'entretien courants des logements
04.3.2	Services pour la réparation et l'entretien courants des logements
04.4	Autres services liés au logement
04.4.1A	Enlèvement des ordures (facturé au consommateur proportionnellement à sa consommation)
04.4.2A	Services d'assainissement (facturés au consommateur proportionnellement à sa consommation)
04.4.3A	Distribution d'eau (facturée au consommateur proportionnellement à sa consommation)
04.4.4	Autres services liés au logement n.c.a.
04.5	Électricité, gaz et autres combustibles
04.5.1	Électricité
04.5.2	Gaz
04.5.3	Combustibles liquides

Code	Rubrique COICOP/IPCH
04.5.4	Combustibles solides
04.5.5	Eau chaude, vapeur et glace
05.	MEUBLES, ARTICLES DE MÉNAGE ET ENTRETIEN COURANT DE L'HABITATION
05.1	Meubles, articles d'ameublement et d'ornementation, tapis et autres revêtements de sol, y compris les réparations
05.1.1	Meubles, articles d'ameublement et d'ornementation
05.1.2	Tapis et autres revêtements de sol
05.1.3	Réparations de meubles, d'articles d'ameublement et d'ornementation et d'autres revêtements de sol
05.2	Articles de ménage en textiles
05.2.1	Articles de ménage en textiles
05.3	Appareils de chauffage et de cuisson, réfrigérateurs, machines à laver et gros appareils ménagers similaires, y compris leurs accessoires et les réparations
05.3.1	Gros appareils ménagers électriques ou non
05.3.2	Petits appareils ménagers électriques
05.3.3	Réparations d'appareils ménagers
05.4	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage
05.4.1	Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage
05.5	Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin
05.5.1	Gros outillage et matériel
05.5.2	Petit outillage et accessoires divers
05.6	Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation
05.6.1	Articles de ménage non durables
05.6.2	Services domestiques et services de gardiennage
06.A	SANTÉ (biens payés par les consommateurs et non remboursés)
06.1A	Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques (payés par les consommateurs et non remboursés)
06.1.1A	Préparations et produits pharmaceutiques (payés par les consommateurs et non remboursés)
06.1.2A	Autres médicaments (payés par les consommateurs et non remboursés)
06.1.3A	Appareils et équipements à usage thérapeutique (payés par les consommateurs et non remboursés)
07.	TRANSPORT
07.1	Achats de véhicules
07.1.1A	Achats d'automobiles neuves
07.1.1B	Achats d'automobiles d'occasion
07.1.2	Achats de motocycles
07.1.3	Achats de bicyclettes
07.2	Dépenses d'utilisation de véhicules
07.2.1	Pièces et accessoires
07.2.2	Essence, lubrifiants
07.2.3	Entretien et réparations
07.2.4	Autres services liés aux véhicules personnels — selon les conventions du SEC (1)
07.3	Services de transport
07.3.1	Transport de voyageurs par rail
07.3.2	Transport de voyageurs par route
07.3.3	Transport de voyageurs par air
07.3.4	Transport de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures
07.3.5	Autres services de transport achetés, à l'exclusion des assurances voyage
08.	COMMUNICATIONS
08.1	Communications
08.1.1	Services des postes
08.1.2	Postes téléphoniques et télécopieurs
08.1.3	Services téléphoniques, télégraphiques et télécopie

Code	Rubrique COICOP/IPCH
09.	LOISIRS ET CULTURE
09.1	Appareils et accessoires, y compris les réparations
09.1.1	Appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image
09.1.2	Appareils photographiques et cinématographiques, instruments optiques
09.1.3	Matériel de traitement de l'information
09.1.4	Autres biens durables culturels et récréatifs
09.1.5	Jeux et jouets, équipement de sport, de camping et de récréation en plein air
09.1.6	Supports d'enregistrement de l'image et du son
09.1.7	Jardinage
09.1.8	Animaux d'agrément
09.1.9	Réparations d'appareils et d'accessoires culturels et récréatifs
09.2	Services culturels et récréatifs
09.2.1	Services culturels et récréatifs de groupe
09.2.2	Autres services culturels et récréatifs
09.3	Journaux, livres et articles de papeterie
09.3.1	Livres
09.3.2	Journaux et périodiques
09.3.3	Imprimés divers
09.3.4	Articles de papeterie et matériel de dessin
09.4	Voyages touristiques tout compris — à l'exclusion de l'assurance voyage
09.4.1	Voyages touristiques tout compris — à l'exclusion de l'assurance voyage
10.A	ENSEIGNEMENT (habituellement payé par les consommateurs dans les États membres)
11.	HÔTELS, CAFÉS ET RESTAURANTS
11.1	Restauration
11.1.1	Restaurants et cafés
11.1.2	Cantines
11.2	Hébergement dans l'État membre
11.2.1	Hébergement dans l'État membre
12.	BIENS ET SERVICES DIVERS
12.1	Soins personnels
12.1.1	Salons de coiffure et instituts de beauté
12.1.2	Articles pour soins personnels et articles de toilette
12.2	Effets personnels n.c.a.
12.2.1	Bijoux, horloges et montres
12.2.2	Autres effets personnels
12.4A	Assurances
12.4.2A	Assurances liées au logement — assurance du mobilier
12.4.4A	Assurances liées au transport — assurance automobile — excepté l'assurance voyage
12.5A	Services bancaires n.c.a. — à l'exclusion des intérêts et frais calculés au prorata de la valeur de l'opération
12.5.1A	Services bancaires n.c.a. — à l'exclusion des intérêts et frais calculés au prorata de la valeur de l'opération
12.6	Autres services n.c.a.
12.6.1	Autres services n.c.a.

(¹) Système européen de comptes économiques intégrés, SEC 1995.

ANNEXE II

Formule à utiliser pour le calcul des indices des prix d'agrégats élémentaires

1. Pour le calcul des indices des prix d'agrégats élémentaires, le rapport des moyennes arithmétiques des

$$\text{prix } \frac{\frac{1}{n} \sum p^t}{\frac{1}{n} \sum p^b} \text{ ou bien le rapport des moyennes géométriques des prix } \frac{[\prod p^t]^{1/n}}{[\prod p^b]^{1/n}}$$

où p^t est le prix

actuel, p^b le prix de référence et n le nombre de tels prix dans l'agrégat élémentaire, sera utilisé.

Une formule alternative peut être utilisée si elle remplit la condition de comparabilité fixée à l'article 7.

2. La moyenne arithmétique des rapports de prix $\frac{1}{n} \sum \frac{P^t}{P^b}$ ne doit normalement pas être utilisée car, très souvent, elle ne répond pas à la condition de comparabilité. Elle peut être utilisée à titre exceptionnel lorsqu'il est établi qu'elle répond à la condition de comparabilité.
3. L'indice des prix d'un agrégat élémentaire peut être calculé comme un indice chaîne utilisant de préférence les deux formules susmentionnées. Par exemple, en utilisant le rapport des moyennes arithmétiques:

$$I^{tb} = \frac{\sum_{i \in sb} P_i^1}{\sum_{i \in sb} P_i^b} \cdot \frac{\sum_{i \in sl} P_i^2}{\sum_{i \in sl} P_i^1} \cdot \dots \cdot \frac{\sum_{i \in st-1} P_i^t}{\sum_{i \in st-1} P_i^{t-1}}$$

où P_i^t indique le relevé de prix i^e d'un agrégat élémentaire donné au cours de la période t et s , l'échantillon de prix obtenus pour l'agrégat élémentaire au cours de la période t . Cet échantillon peut être, en pratique, mis à jour mensuellement ou plus communément, quand les prix ne sont pas disponibles, sur de plus longues périodes. Si, entre la période de base b et la période t , il n'y a pas de rajout du tout, I^{tb} devient $\frac{\sum_{i \in sb} P_i^t}{\sum_{i \in sb} P_i^b}$ le rapport simple des moyennes arithmétiques (ou par analogie avec la formule

géométrique décrite ci-dessus). La moyenne arithmétique des rapports de prix ne doit pas être utilisée si l'enchaînement se produit à un rythme plus fréquent que le rythme annuel.

RÈGLEMENT (CE) N° 1750/96 DE LA COMMISSION**du 9 septembre 1996****établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission, du 21 décembre 1994, portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2933/95 ⁽²⁾, et notamment son article 4 paragraphe 1,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95 ⁽⁴⁾, et notamment son article 3 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'impor-

tation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe;

considérant que, en application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 10 septembre 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 337 du 24. 12. 1994, p. 66.

⁽²⁾ JO n° L 307 du 20. 12. 1995, p. 21.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 9 septembre 1996, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

<i>(en écus par 100 kg)</i>			<i>(en écus par 100 kg)</i>		
Code NC	Code des pays tiers (1)	Valeur forfaitaire à l'importation	Code NC	Code des pays tiers (1)	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 35	052	33,5	0808 10 92, 0808 10 94, 0808 10 98	624	67,7
	060	80,2		999	113,14
	064	70,8		039	121,0
	066	54,0		052	64,0
	068	80,3		064	73,4
	204	86,8		070	90,2
	208	44,0		284	72,1
	212	97,5		388	78,4
	624	95,8		400	58,6
	999	71,4		404	63,6
	ex 0707 00 25	052		62,4	416
053		156,2	508	113,5	
060		61,0	512	125,5	
066		53,8	524	100,3	
068		69,1	528	56,3	
204		144,3	624	86,5	
624		87,1	728	107,3	
999		90,6	800	141,3	
0709 90 79		052	54,3	804	98,4
		204	77,5	999	89,6
		412	54,2	0808 20 57	039
	508	42,9	052		63,1
	624	151,9	064		81,1
0805 30 30	999	76,2	388	85,3	
	052	133,1	400	70,4	
	204	88,8	512	88,7	
	220	74,0	528	132,9	
	388	69,9	624	79,0	
	400	68,2	728	115,4	
	512	80,0	800	84,0	
	520	66,5	804	73,0	
	524	55,9	999	88,8	
	528	66,8	0809 30 41, 0809 30 49	052	93,9
	600	96,5		220	121,8
624	48,9	624		106,8	
0806 10 40	999	77,1	0809 40 30	999	107,5
	052	71,1		052	54,8
	064	43,6		064	48,4
	066	49,4		066	46,8
	220	110,8		068	37,1
	400	148,6		400	79,8
	412	58,5		624	102,9
	508	307,2		676	68,6
	512	186,0		999	62,6
	600	88,5			

(1) Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 68/96 de la Commission (JO n° L 14 du 19. 1. 1996, p. 6). Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 1751/96 DE LA COMMISSION

du 9 septembre 1996

modifiant le règlement (CE) n° 1318/96 portant dérogation au règlement (CEE) n° 2456/93 en ce qui concerne l'intervention publique

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1588/96⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 7,

considérant que pour les adjudications des mois de juillet, août et septembre 1996 le règlement (CE) n° 1318/96 de la Commission, du 8 juillet 1996, portant dérogation au règlement (CEE) n° 2456/93 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 805/68 du Conseil en ce qui concerne l'intervention publique⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 1743/96⁽⁴⁾, a fixé de façon dégressive le poids maximal des carcasses pouvant être achetées à l'intervention; que, afin d'assouplir les conséquences de cette mesure pour les opérateurs, le règlement précité a également autorisé à titre dérogatoire pour les mois de juillet et août l'achat à l'intervention de carcasses plus lourdes en stipulant que le prix d'achat n'est payé qu'à concurrence du poids maximal réglementaire; que, par rapport aux animaux non castrés, les bœufs n'atteignent leur poids d'abattage que plus lentement et donc plus tard dans l'année; que, afin d'éviter un traitement inégal entre ces deux catégories d'animaux, il

convient d'étendre pour les bœufs la dérogation relative au prix d'achat à l'intervention aux adjudications du mois de septembre;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'article 1^{er} paragraphe 3 dernier alinéa du règlement (CE) n° 1318/96 est complété par la phrase suivante:

«Cet alinéa s'applique également aux adjudications du mois de septembre 1996 pour les carcasses provenant d'animaux appartenant à la catégorie C.»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable aux adjudications ouvertes durant le mois de septembre 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO n° L 206 du 16. 8. 1996, p. 23.

⁽³⁾ JO n° L 170 du 9. 7. 1996, p. 26.

⁽⁴⁾ JO n° L 226 du 7. 9. 1996, p. 9.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 4 septembre 1996

relative à une aide financière de la Communauté au stockage en Italie d'antigènes destinés à la fabrication de vaccins antiaphteux

(Le texte en langue italienne est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(96/534/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la décision 90/424/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative à certaines dépenses dans le domaine vétérinaire⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 94/370/CE⁽²⁾, et notamment l'article 14,

considérant que, conformément à la décision 91/666/CEE du Conseil, du 11 décembre 1991, constituant des réserves communautaires de vaccins antiaphteux⁽³⁾, la constitution de banques d'antigènes est une partie de l'action communautaire visant à établir des réserves communautaires de vaccins antiaphteux;

considérant que, à l'article 3 de la décision 91/666/CEE, l'Istituto Zooprofilattico Sperimentale di Brescia (Italie) a été désigné comme banque d'antigènes afin de stocker les réserves communautaires;

considérant que toutes les fonctions et les tâches que doivent exercer les banques d'antigènes sont définies à l'article 4 de ladite décision; que l'aide communautaire doit être subordonnée à l'accomplissement de ces tâches par la banque d'antigènes;

considérant qu'il convient de prévoir une aide financière de la Communauté aux banques d'antigènes pour leur permettre d'exercer les fonctions et les tâches visées dans ladite décision;

considérant que, pour des raisons budgétaires, l'aide financière de la Communauté est accordée pour une période d'un an;

considérant qu'il importe que, aux fins notamment de contrôle, les articles 8 et 9 du règlement (CEE) n° 729/70 du Conseil, du 21 avril 1970, relatif au financement de la politique agricole commune⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1287/95⁽⁵⁾, soient applicables;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La Communauté accorde une aide financière à l'Italie aux fins de stockage d'antigènes destinés à la fabrication de vaccins antiaphteux.

Article 2

La réalisation de l'action visée à l'article 1^{er} est assurée par l'Istituto Zooprofilattico Sperimentale di Brescia (Italie). Cette action doit être conforme aux dispositions de l'article 4 de la décision 91/666/CEE.

⁽¹⁾ JO n° L 224 du 18. 8. 1990, p. 19.

⁽²⁾ JO n° L 168 du 2. 7. 1994, p. 31.

⁽³⁾ JO n° L 368 du 31. 12. 1991, p. 21.

⁽⁴⁾ JO n° L 94 du 28. 4. 1970, p. 13.

⁽⁵⁾ JO n° L 125 du 8. 6. 1995, p. 1.

Article 3

L'aide financière de la Communauté est fixée à 70 000 écus pour la période du 1^{er} août 1996 au 31 juillet 1997.

Article 4

L'aide financière de la Communauté est accordée selon les modalités suivantes:

- 70 % à titre d'avance à la demande de l'Italie,
- le solde après présentation des pièces justificatives. Cette présentation doit être effectuée avant le 1^{er} octobre 1997.

Article 5

Les articles 8 et 9 du règlement (CEE) n° 729/70 sont applicables *mutatis mutandis*.

Article 6

L'Italie est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 4 septembre 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 4 septembre 1996

relative à une aide financière de la Communauté au stockage au Royaume-Uni d'antigènes destinés à la fabrication de vaccins antiaphteux

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(96/535/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la décision 90/424/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative à certaines dépenses dans le domaine vétérinaire⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 94/370/CE⁽²⁾, et notamment l'article 14,

considérant que, conformément à la décision 91/666/CEE du Conseil, du 11 décembre 1991, constituant des réserves communautaires de vaccins antiaphteux⁽³⁾, la constitution de banques d'antigènes est une partie de l'action communautaire visant à établir des réserves communautaires de vaccins antiaphteux;

considérant que, à l'article 3 de la décision 91/666/CEE, l'Institute for Animal Health de Pirbright (Royaume-Uni) a été désigné comme banque d'antigènes afin de stocker les réserves communautaires;

considérant que toutes les fonctions et les tâches que doivent exercer les banques d'antigènes sont définies à l'article 4 de ladite décision; que l'aide communautaire doit être subordonnée à l'accomplissement de ces tâches par la banque d'antigènes;

considérant qu'il convient de prévoir une aide financière de la Communauté aux banques d'antigènes pour leur permettre d'exercer les fonctions et les tâches visées dans ladite décision;

considérant que, pour des raisons budgétaires, l'aide financière de la Communauté est accordée pour une période d'un an;

considérant qu'il importe que, aux fins notamment de contrôle, les articles 8 et 9 du règlement (CEE) n° 729/70 du Conseil, du 21 avril 1970, relatif au financement de la politique agricole commune⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1287/95⁽⁵⁾, soient applicables;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La Communauté accorde une aide financière au Royaume-Uni aux fins de stockage d'antigènes destinés à la fabrication de vaccins antiaphteux.

Article 2

La réalisation de l'action visée à l'article 1^{er} est assurée par l'Institute for Animal Health de Pirbright (Royaume-Uni). Cette action doit être conforme aux dispositions de l'article 4 de la décision 91/666/CEE.

Article 3

L'aide financière de la Communauté est fixée à 60 000 écus pour la période du 1^{er} août 1996 au 31 juillet 1997.

Article 4

L'aide financière de la Communauté est accordée selon les modalités suivantes:

- 70 % à titre d'avance à la demande du Royaume-Uni,
- le solde après présentation par le Royaume-Uni des pièces justifiant le bon déroulement de l'action. Cette présentation doit être effectuée avant le 1^{er} octobre 1997.

Article 5

Les articles 8 et 9 du règlement (CEE) n° 729/70 sont applicables *mutatis mutandis*.

Article 6

Le Royaume-Uni est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 4 septembre 1996.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 224 du 18. 8. 1990, p. 19.

⁽²⁾ JO n° L 168 du 2. 7. 1994, p. 31.

⁽³⁾ JO n° L 368 du 31. 12. 1991, p. 21.

⁽⁴⁾ JO n° L 94 du 28. 4. 1970, p. 13.

⁽⁵⁾ JO n° L 125 du 8. 6. 1995, p. 1.